

Arrestation du Président : C'était dans Opération Pédalo



En ce jour de 14 juillet, on lit partout sur les réseaux sociaux des appels, pas toujours sérieux, à renverser le gouvernement, voire à arrêter le chef de l'Etat. Rappelons que dans le chapitre 13 de la fiction écrite par Paul Le Poulpe, « Opération Pédalo », un président de la République qui ressemblait énormément à François Hollande était arrêté à 6 heures par l'armée française, et destitué..

Le général Laroachelambert, accompagné des généraux Dubray et Colin et d'une dizaine d'officiers parachutistes, entrèrent à l'Elysée et firent réveiller d'urgence le chef de l'Etat. Celui-ci, en robe de chambre, les cheveux ébouriffés, sortit de sa chambre, accompagné de sa maîtresse. De mauvaise humeur, celle-ci apostropha les militaires et leur fit savoir qu'elle espérait qu'ils ne la dérangent pas en plein sommeil pour des broutilles.

Le général en imposait. Il avait un gabarit de deuxième ligne

de rugby, et, à quarante-six ans, avait conservé une allure de jeune homme, sans un poil de graisse. Il était habillé en treillis et en rangers comme ses compagnons.

Il avait un regard bleu d'acier qu'on n'oubliait pas. En principe, il n'avait pas l'habitude qu'on discute ses ordres et ce matin encore moins.

Calmement, il regarda dans les yeux Madame Padewaler et lui demanda quelle était sa fonction ? Suffoquée d'indignation, elle répondit qu'elle était la compagne du chef de l'Etat, donc la première Dame de France.

Serein, Larochelambert lui fit remarquer que, selon ses informations, elle n'était pas mariée avec lui, n'avait pas contracté de déclaration commune d'impôts, n'avait donc rien à faire dans les locaux officiels de l'Etat et lui donna cinq minutes pour quitter les lieux.

Abasourdi, Francis Laslande se tourna vers les trois généraux et leur dit : « *Mais... Mais... vous êtes fous ! Vous n'avez pas le droit. C'est moi le président et je fais ce que je veux à l'Elysée* ».

La maîtresse, qui s'était ressaisie, toisa triomphalement le général, et l'invectiva : « *Vous avez compris, vous avez compris. Vous avez entendu ce qu'il vous a dit, mon homme. Cela va vous coûter cher, misérable. Sortez de chez nous, maintenant, sortez !* » hurla-t-elle, au bord de la crise de nerfs.

Posément, Larochelambert regarda sa montre et lui dit : « *Je vous ai donné cinq minutes il y a trois minutes, madame. Il vous reste deux minutes, faute de quoi mes hommes vous déposeront, dans cette tenue, sur le trottoir, devant l'Elysée, et il vous appartiendra de faire face à cette situation. Quant à vous, M. Laslande, je vous demande de bien vouloir nous suivre* ».

Pris d'un rire nerveux, celui qui se croyait encore le président demanda : « *Hin, mais pour aller où ?* ».

« Vous êtes en état d'arrestation, vous n'êtes plus président. Mon devoir est de vous mettre aux arrêts. Dans tous les ministères, mes hommes sont en train de procéder à la même démarche et tous vos ministres seront mis, eux aussi, aux arrêts.

Soyez sans inquiétude, vous serez bien traités, une résidence vous attend tous ».

Nathalie Padewaler n'ayant toujours pas bougé, le général appela deux parachutistes, et sèchement leur intima un ordre : « *Les cinq minutes sont passées, mettez la sur le trottoir, dans cette tenue et revenez immédiatement ensuite !* ». Elle voulut se débattre mais les parachutistes avaient l'habitude de ce genre de situation. Elle fut rapidement immobilisée, attrapée par les jambes et les bras, portée ainsi jusque sur le trottoir de l'Elysée où elle fut délicatement déposée sur son postérieur.

Le général Laroachelambert fit un geste et les militaires entourèrent Francis Laslande sans le menotter, lui demandant de les suivre. Celui qui, il y a quelques minutes, était encore président, n'opposa aucune résistance et les suivit piteusement. Il fut emmené dans un endroit que les autorités tinrent secret.

A 8 heures du matin, toutes les émissions de radio et de télévision furent interrompues. La Marseillaise retentit puis les Français découvrirent, stupéfaits, trois généraux en uniforme, assis à une table, avec, derrière eux, une dizaine d'autres officiers, debout, l'air grave, vêtus d'uniformes bleus ou beiges aux nombreuses décorations. Le général Laroachelambert s'adressa alors aux Français, sans la moindre note, d'un ton martial.

« Mes chers compatriotes, Françaises, Français, devant la

gravité de la situation, et l'incapacité du chef de l'Etat et de son gouvernement d'assurer la sécurité de notre pays et de ses habitants, l'armée française a pris toutes ses responsabilités et m'a demandé de mener les opérations. Nous devons répondre tout de suite aux premières urgences. Nous savons notamment que ce vendredi, des émeutiers, soutenus par des pays étrangers, se préparent, misant sur le laxisme du précédent pouvoir, à lancer une véritable insurrection contre notre pays, ses lois et ses habitants. Nous ne voulons pas que des milliers de nos compatriotes y laissent leur vie à cause de l'incompétence et de la lâcheté du gouvernement. Nous avons mis l'ancien président Laalande et tous ses ministres en état d'arrestation. Je tiens à rassurer les Français, nous avons mis en place, partout, des mesures et des hommes pour que les insurrections qui pourraient voir le jour soient matées sans concession et que force reste à la loi. J'autorise nos compatriotes, s'ils sentaient leur vie menacée, à user de la légitime défense.

Les stations de radio et de télévision seront sous contrôle du nouveau pouvoir, le temps que cette crise grave soit résolue. Les responsables religieux, syndicaux ou associatifs susceptibles de vouloir lancer des actions de subversion contre le nouveau gouvernement seront mis sous contrôle. J'interdis aux verlamans, demain, de rejoindre leurs cosmeques, qui seront fermées jusqu'à nouvel ordre. En cette journée où l'avenir de la République dépendra de l'efficacité de nos forces de l'ordre, policiers et gendarmes, je vous demande de ne rien faire qui puisse les empêcher de faire correctement leur travail. Dans les heures qui viennent se jouera un combat décisif entre notre République et un fascisme venu d'ailleurs, que des traîtres ont implanté sur notre sol. Toutes nos forces sont mobilisées pour que ce soit la France qui gagne.

Vive la République et vive la France ! »
(...)

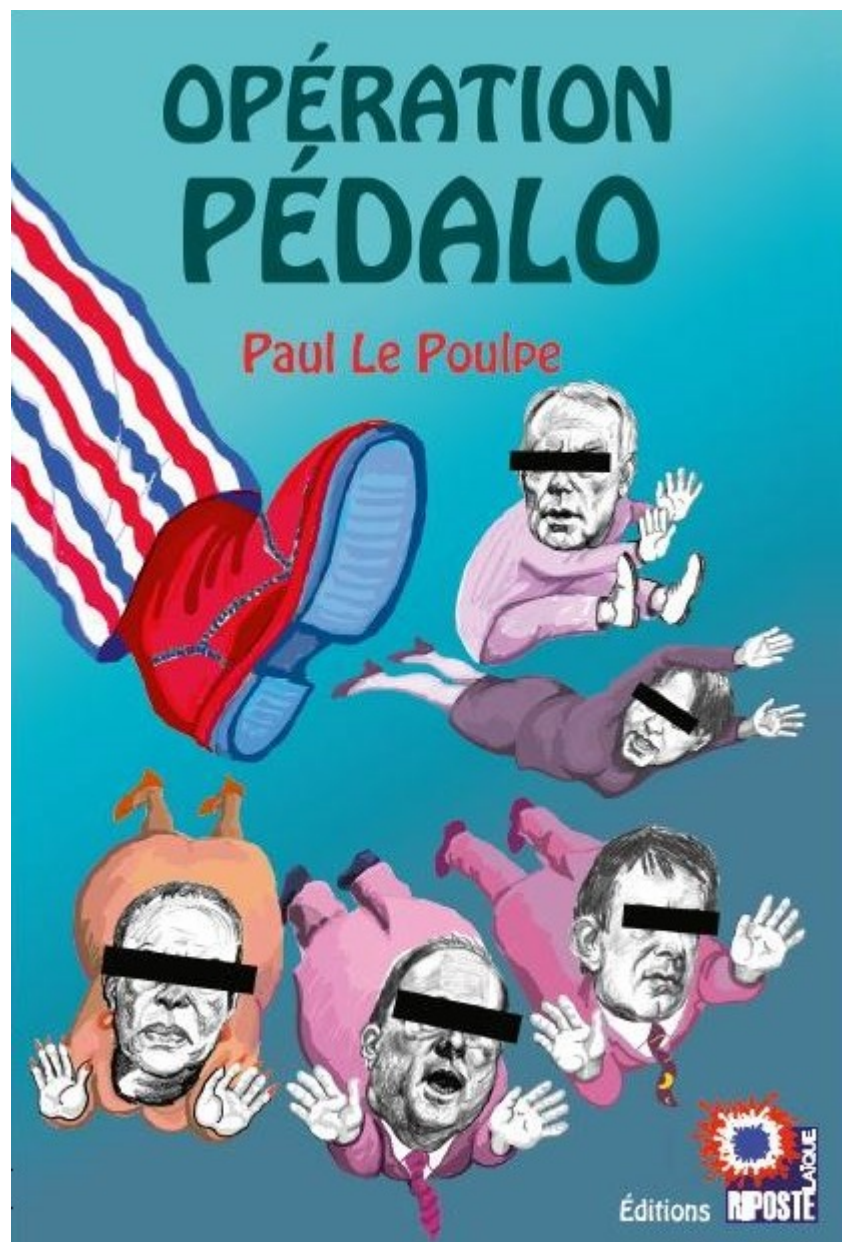
Paul Le Poulpe

Pour commander Opération Pédalo :

Chèque de 15 euros à l'ordre de Riposte Laïque, BP 32, 27140 Gisors.

Paielement en ligne :

<http://ripostelaique.com/livres/operation-pedalo>



OPÉRATION PÉDALO

Paul Le Poulpe

Marc Baranchot, ancien colonel de la Légion, avait plutôt mal vécu l'afflux de drapeaux étrangers, le soir du 6 mai 2012, pour célébrer la victoire du nouveau président. Il avait alors décidé de passer à l'action. Il pensait qu'il devait le faire pour sauver le pays pour lequel il s'était battu pendant trente ans, au prix de nombreuses blessures. Avec quatorze de ses amis, il avait donc déclenché « *L'Opération Pédalo* », destinée à préserver au plus vite la France de la catastrophe écolo-socialiste. Cela n'avait pas trainé. Affolé, le président de la République constatait autour de lui, une hécatombe inexplicable. En dix jours, deux ministres, parmi les plus exécrés, une journaliste, un conseiller, un prédicateur, un philosophe et un antiraciste avaient succombé de mort accidentelle. Encore plus troublant, la porte-parole du gouvernement, le chef de l'extrême gauche, une magistrate et une égérie de droite avaient disparu, sans laisser la moindre trace. Mais le coup de grâce, pour un président dépassé, viendra ce jeudi, à 10 heures du matin, à Lyon. Comble de l'horreur, une respectable femme verlamane se verra arracher son voile sacré, ainsi que l'ensemble de sa pudique tenue. Simultanément, dans trois villes, d'autres provocations contre des paisibles disciples de Maollah seront mises en ligne sur internet. Face à l'inévitable émeute qui se profile le lendemain, jour de la prière, le Président doit prendre au plus vite une décision, pour éviter un bain de sang. Sous l'influence de sa tyrannique maîtresse, il décide, à ce moment crucial, de virer son ministre de l'Intérieur. C'est alors que le général Laroachelambert commence à se poser beaucoup de questions...



15 €

CHAPITRE 13

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, FRANCIS LASLANDE